

LES HOMMES DU PRÉSIDENT SE TIRENT D'ORES ET DÉJÀ DANS LES PATTES Guerre ouverte pour les postes ministériels

A peine Abdelaziz Bouteflika réélu pour un quatrième mandat que les prétendants au prochain gouvernement se tirent déjà dans les pattes. Le SG de l'ANR, Belkacem Sahli, qui contredit Amar Saâdani et charge vertement Louisa Hanoune, rejoint officiellement la course des hommes du Président pour les postes ministériels.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Les préposés à l'animation de la campagne du candidat vainqueur des élections présidentielles d'avril 2014 affichent, désormais, leurs attentes et laissent libre cours à leurs appétits : le retour de l'ascenseur pour service rendu.

Dans une conférence de presse animée hier, au centre de presse du quotidien *DK News*, le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine a répondu

sans détour aux déclarations du SG du FLN, Amar Saâdani, qui conditionnait il y a quelques jours que le prochain gouvernement doit être issu de la majorité parlementaire.

«La Constitution ne fait pas obligation de constituer un gouvernement de la majorité parlementaire et le président de la République est libre et souverain de nommer les ministres qu'il juge capables et compétents...», a-t-il souligné, sans toutefois

manquer de rappeler que la majorité au sein de l'APN est constituée de plusieurs partis et non pas du FLN à lui seul. Il ne manquera pas aussi de s'opposer à l'appel de la SG du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, pour une dissolution de l'APN et aller vers des élections anticipées.

«C'est du déjà entendu et il est normal que les perdants entretiennent ce genre de discours. Notre parti est pour la stabilité des institutions de l'Etat et l'Assemblée populaire nationale a été élue à la faveur d'élections libres et transparentes», a-t-il tranché, tout en plaidant pour l'élargissement du cercle de la

décision politique à travers l'association des différentes forces vives de la Nation.

En clair, un gouvernement issu de toutes les composantes politiques de l'APN pour une répartition égale de la part du gâteau. Il s'en prendra même à ceux-là qu'il accuse de vouloir presser le président de la République dans ses décisions : «Ce monsieur a une grande légitimité populaire et il faut le laisser réfléchir et mettre en clair ses idées.

Qui sait, peut-être qu'il rappellera certains de ceux qui ont fait partie de l'ex-gouvernement.» Une déclaration de l'ex-secrétaire d'Etat chargé de la

Communauté nationale à l'étranger, qui sonne plutôt comme une offre de service. Il n'est, d'ailleurs, pas le seul, puisque le «Groupe de fidélité et de stabilité», une coalition de «nano-partis», mobilisé par le président de TAJ, Amar Ghoul, autour du quatrième mandat en faveur de Bouteflika, n'a pas aussi attendu la prestation de serment de ce dernier, pour réclamer sa part du «gâteau gouvernemental».

Une fois la cérémonie, programmée pour aujourd'hui, au Conseil constitutionnel, faite, il faut s'attendre à une généralisation de la guerre ouverte pour les postes ministériels.

M. M.

DJAHID YOUNSI (EL ISLAH) :

«Le pouvoir doit engager un dialogue avec la classe politique»

Dénonçant, hier, «une fraude massive lors de la présidentielle», Djahid Yousni, secrétaire général d'El Islah, a appelé à une reconstruction de la légitimité à travers la souveraineté populaire et un dialogue entre le pouvoir et les acteurs de la classe politique.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le secrétaire général d'El Islah a déclaré lors d'une conférence de presse que le «système n'a pas retenu les leçons du passé et de ce qui arrive dans les pays voisins».

Pour Djahid Yousni «l'Algérie frôle l'instabilité suite à l'application d'une politique de marginalisation et d'exclusion de la population».

Les dernières élections présidentielles, a-t-il précisé, «prouvent que le système refuse la volonté populaire et a donc orchestré une fraude générali-

sée et organisée dans les moindres détails pour laquelle l'Etat a mobilisé tous ses moyens».

Djahid Yousni a expliqué que la fraude a été possible notamment «grâce à la mobilisation de tous les moyens dont l'arsenal juridique avec la création d'une Constitution avec des lois sur mesure pour le candidat du pouvoir».

Il évoquera aussi «la mobilisation de tous les moyens de l'Etat, les membres de tout le gouvernement et les responsables de l'administration

puisque l'Etat n'a pas d'autres solutions pour convaincre et pas de programme crédible». Pour le secrétaire général d'El Islah, l'Etat a choisi de terroriser tous ses opposants ainsi que le peuple. «Nous avons vécu une situation de guerre, et cela a influencé le subconscient des Algériens qui ont, de ce fait, choisi de ne pas aller vers l'inconnu», a déclaré Djahid Yousni.

Il précisera plus loin que le jour des élections, «ce sont les observateurs qui ont été soudoyés pour soit abandonner leurs postes, soit fermer les yeux sur la fraude».

Cela a fait donc que des centaines d'observateurs étaient absents le jour des élections, a expliqué Djahid Yousni. «Notre

devoir aujourd'hui en tant que classe politique est de continuer à militer pour arriver à reconstruire la légitimité à travers la souveraineté populaire.

Il faut prendre conscience de cela avant qu'il ne soit trop tard et éviter la politique de la fuite en avant», a précisé le secrétaire général d'El Islah, notant que le pouvoir «doit ouvrir le dialogue avec les acteurs de la classe politique au lieu de pousser vers le pourrissement».

Djahid Yousni s'il dira approuver les alliances politiques, il précisera que ces dernières «ne devront pas être ponctuelles, ni contre nature ou contradictoires». Le secrétaire général d'El Islah appellera à la constitution d'un front élargi.

F.-Z. B.

PERSONNALITÉS

Décès de la moudjahida Evelyne Safir

La moudjahida Evelyne Safir est décédée, vendredi soir, à l'âge de 87 ans, en son domicile, à Médéa, a-t-on appris samedi auprès de ses proches.

Evelyne Safir, épouse de feu le journaliste Abdelkader Safir, née Evelyne Lavalette, en 1927 à Alger, est issue d'une famille de Pieds-noirs, installée depuis trois générations en Algérie.

La défunte a grandi à Rouiba, banlieue est d'Alger. Elle adhéra, en 1951, à l'Association de la jeunesse algérienne pour l'action sociale (AJAAS), à travers laquelle elle va mener des actions de solidarité en faveur des populations rurales qui vont lui permettre de découvrir les conditions précaires dans lesquelles vivaient ces dernières.

L'auteure de *Juste algérienne*, une autobiographie retraçant son parcours militant au sein du Front de libération nationale (FLN) et des institutions officielles du pays, rejoignait les rangs de la Révolution en 1955, où elle participe par le biais de l'AJAAS à l'impression clandestine d'une revue du FLN.

Evelyne Safir sera engagée, par la suite, comme agent de liaison, chargée de l'impression de tracts, du transport de matériel,

de l'acheminement des colis spéciaux et de l'hébergement de certains grands chefs de la Révolution, parmi lesquels, les colonel Ouamrane, Slimane Dehilis, Krim Belkacem, Larbi Ben M'hidi, Mohamed Seddik Benyahia, Abane Ramdane et Benyoucef Benkhedda. Elle participa, en 1956, à l'impression du 1^{er} numéro du journal *El-Moudjahid* et assura également la transcription du communiqué final du «Congrès de la Soummam», de l'«Appel» à la grève des étudiants, ainsi que de la «Lettre» du chahid Zabana à ses parents, avant d'être guillotiné, en juin de la même année.

Arrêtée en novembre 1956 à Oran, lors d'une mission pour le compte de l'instance exécutive du FLN, elle sera jugée et incarcérée successivement à Oran, El-Asnam (Chlef) et El-Harrach (Alger). A sa sortie de prison, elle s'installa provisoirement en France, sous une fausse identité. Un séjour qui sera de courte durée, suite aux intimidations et menaces de mort proférées contre elle par des groupes extrémistes appartenant à l'organisation

«La Main rouge», qui a précédé l'organisation criminelle OAS (Organisation de l'armée secrète). Elle s'exila, pendant deux ans, en Suisse, puis regagna l'Algérie, à



Photo : DF

l'indépendance. Elle est élue à l'Assemblée constituante, puis à la première Assemblée nationale, en 1964, avant d'intégrer le ministère du Travail, en qualité de conseillère, avant d'occuper le poste de directrice de l'Action sociale à Médéa, jusqu'à la fin des années 1970.

Retraitée, elle s'installe à Benchicao, à l'est de Médéa, avec son défunt époux, doyen des journalistes algériens, puis déménagea, pour des raisons sécuritaires, à Médéa, à partir de 1993 où elle passa le restant de sa vie.

APS

BARAKAT REJETTE

L'INITIATIVE DU DIALOGUE NATIONAL POUR LA PROCHAINE CONSTITUTION :

«Bouteflika veut domestiquer le peu qui reste de l'opposition»

Des membres de la coordination nationale du mouvement citoyen Barakat réaffirment leur rejet de toute négociation avec le pouvoir. C'est ainsi que Bouzid Ichlalène, Nassima Guettal et Idir Tazerout, membres de ladite coordination, prennent à témoin l'Histoire et l'opinion publique quant à tous ceux qui participeront au «dialogue national», prochainement organisé par Abdelaziz Bouteflika.

Un dialogue qui a pour finalité l'association de l'ensemble de la classe politique dans la confection du projet de la révision constitutionnelle. «Cette initiative n'a pour but que de domestiquer le peu qui reste de l'opposition.

Le mouvement Barakat, qui a rejeté le processus électoral qui a permis à Abdelaziz Bouteflika de briguer un quatrième mandat, ne peut s'associer à cette nouvelle mascarade.

Nous appelons, par conséquent, toutes les forces vives de la Nation à s'opposer à ce semblant de dialogue dont le fin mot revient à l'entourage de celui qui a été porté à la plus haute magistrature du pays par la fraude», soutient Idir Tazerout, qui ne manque pas de souligner que la prochaine Constitution participera à asseoir davantage un régime monarchique.

De son côté, Bouzid Ichlalène a rappelé que sur ce point, le texte fondateur tout comme la plateforme et récemment la déclaration politique du mouvement citoyen Barakat sont clairs et ne souffrent aucune ambiguïté.

«Nous sommes un mouvement citoyen et non pas partisan. Nous n'avons pas reconnu l'élection d'Abdelaziz Bouteflika pour un quatrième mandat et nous ne nous associerons à aucun projet initié par lui ou son entourage», assure-t-il.

Enfin, Nassima Guettal précise que prendre part à ce dialogue national «constitue la négation du mouvement lui-même».

Mehdi Mehenni